



Séance ordinaire du jeudi 21 février 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Michelle CASSAR, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Eric PETIT, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Rabii YOUSSEUS

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Fonds Métropolitain d'aide aux jeunes - Appel à projets 2019 - Attribution de subventions

Madame Rosy BUONO, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1er janvier 2018, Montpellier Méditerranée Métropole est compétente en matière de Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ3M).

1. Le contexte de l'appel à projets

Véritable enjeu de lutte contre la précarité, le FAJ3M est un dispositif visant à favoriser l'insertion sociale et/ou professionnelle des jeunes en grande difficulté âgés de 18 à 25 ans révolus.

Le dispositif intervient à 2 niveaux :

- Les aides financières individuelles : pour les jeunes sans ressources ou avec de faibles ressources dans le cadre d'une démarche d'accompagnement, associant l'ensemble des acteurs compétents et visant leur insertion sociale et/ou professionnelle. 892 jeunes de la Métropole ont reçu une aide financière en 2018.
- Les actions collectives : soutien financier pour des associations intervenant dans le domaine de l'insertion sociale et proposant des actions d'accompagnement spécifiques et ciblées pour des jeunes en difficulté.

Par délibération du 18 octobre 2018, un appel à projets FAJ3M Actions collectives a été lancé dans l'objectif de :

- faire évoluer et redynamiser l'ensemble du dispositif ;
- adapter le dispositif à l'évolution des besoins des jeunes bénéficiaires ;
- créer et animer un réseau de partenaires autour du FAJ3M et répondre collectivement aux enjeux de solidarité pour les jeunes ;
- mettre en cohérence l'ensemble des actions portées par les partenaires ;
- ouvrir les possibilités d'intervention de la Métropole par rapport aux besoins émergents du public jeune en difficulté.

Quatre axes thématiques avaient été retenus à la suite des ateliers de travail menés dans le cadre du LAB SOCIAL avec des associations et des jeunes bénéficiaires du FAJ3M : hébergement d'urgence, inclusion numérique, insertion professionnelle et santé.

2. Les résultats de l'appel à projets

Il est proposé de retenir les projets suivants et d'octroyer les subventions suivantes :

- **Le projet IVAL.com, porté par l'association DEFI, pour un montant de 13 000 €.**
Il s'adresse au public jeune de la Mosson et leur permet d'acquérir les prérequis afin d'intégrer une formation qualifiante. Le projet porte sur l'alphabétisation, la médiation et l'insertion. L'association propose aux jeunes un sas en amont des dispositifs de formation existants et les accompagne dans la construction de leur parcours professionnel. Le projet permettra d'accompagner 24 jeunes en 2019.
- **Le projet autour de l'urgence d'hébergement et urgence sociale, porté par l'association Issue-Corus, pour un montant de 35 000 €.**
L'association met en place un accompagnement social (accès aux droits, santé, ...) et propose des solutions d'hébergement pour les jeunes les plus précaires sans domicile fixe. L'association oriente également les jeunes dans le cadre du FAJ3M individuel. 60 jeunes au minimum pourront bénéficier de cette action.
- **Le projet de chantiers d'implication citoyenne, porté par l'association Passe Muraille, pour un montant de 5 000 €.**
Avec ce projet, l'association répond aux axes de l'appel à projets sur l'insertion professionnelle et l'inclusion numérique. Elle propose de conduire un chantier sur la maîtrise des outils d'information et du numérique grâce auquel les jeunes pourront construire des supports d'information sur leur

quartier à destination des jeunes et des habitants. Durant cette période, le jeune sera en CDD et à l'issue du chantier, il s'engage à suivre un parcours d'insertion dans le cadre de la réalisation d'une Période de Mise en Situation en Milieu Professionnel (PMSMP). L'association propose donc une logique de parcours aux différents jeunes.

- **Le projet d'accompagnement psychologiques des jeunes en difficulté psycho-sociales, porté par l'association IVLR (Institut de Victimologie), pour un montant de 3 000 €.**
Répondant ainsi à l'axe 4 de l'appel à projets sur la santé et les souffrances psychologiques, l'association propose d'accompagner 30 jeunes en 2019 ayant subi des psycho-traumatismes afin de lever les freins à leur insertion sociale et professionnelle. Cette action intervient dans le cadre d'un réseau plus large de partenaires autour des questions de santé.
- **Le projet d'accompagnement de jeunes en situation de prostitution ou de risque prostitutionnel, porté par l'association Amicale du Nid, pour un montant de 7 000 €.**
L'accompagnement social a pour objectif l'autonomie et l'émancipation de publics jeunes exclus et souvent en errance à cause de la prostitution par la reconstruction du lien avec le droit commun. 25 jeunes pourraient être suivis dans ce cadre.
- **Le projet d'accueil, de prévention et de soutien, porté par PEPA (Groupe SOS), pour un montant de 8 000 €.**
Il s'agit de co-financer les permanences gratuites à Montpellier, Castries et le Crès pour des jeunes rencontrant des difficultés psycho-sociales et leurs parents. Les suivis concernent des jeunes en risque d'addiction. L'association projette d'ouvrir une nouvelle permanence sur le quartier de Près d'Arènes en 2019.
- **Le projet de revalorisation de soi et de gestion des émotions, porté par le Point d'Ecoute de la Mission Locale des Jeunes de la Métropole, pour un montant de 5 000 €.**
Les jeunes en suivi bénéficient d'une écoute dans le cadre d'entretiens individuels mais aussi d'ateliers collectifs afin de lever les freins à l'insertion. L'action facilite également l'accès aux soins.
- **Le projet sur la mobilité des jeunes, porté par l'association APIJE, pour un montant de 2 250 €.**
Il s'agit de participer au co-financement d'une plateforme de mobilité destinée à lever les freins à l'insertion. L'antenne est située sur la commune de Jacou et bénéficie aux jeunes des communes du secteur. Le projet s'adresse à des jeunes qui ne peuvent pas intégrer une auto-école classique (barrage de la langue, handicap...) qui bénéficient ainsi d'un accompagnement individualisé (pré-code, conduite supervisée ...). Une douzaine de jeunes pourrait en bénéficier.
- **Le projet sur la prévention santé et addictologie, porté par l'association CODES 34, pour un montant de 2 500 €.**
Il s'agit de participer au financement d'unités mobiles dans les communes en agissant dans la lutte contre les addictions des jeunes. L'association propose un accompagnement psycho-socio-éducatif avec des équipes spécialisées à visée de réinsertion sociale et professionnelle.

Le montant total des subventions attribuées dans le cadre de l'appel à projets s'élève à 80 750 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer les subventions aux associations suivant la répartition indiquée ci-dessus pour conduire les actions collectives dans le cadre du dispositif Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes, sous réserve de signature de la convention d'attribution afférente ;
- approuver la convention d'attribution type ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2019, chapitre 934 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer les conventions d'attribution ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Thierry BREYSSE, Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Annie YAGUE.

Fait à Montpellier, le 27/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190221-74457-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/02/19

Liste des annexes transmise en préfecture:

- Convention financière type.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.